République Islamique de Mauritanie

Honneur – Fraternité – Justice

Premier Ministère

Visa : D.G.L.T.E.J.O الوزارة الأمانة العامة للحكومة Ministère Secrétariat Général du Gouvernement تأشيرة التشريع VISA LEGISLATION 2025-177

Décret n° ..... portant application de certaines dispositions de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024 abrogeant et remplaçant la loi n° 2013-001 du 02 janvier 2013 portant création de la Zone Franche de Nouadhibou

Le Premier Ministre ;

Sur rapport conjoint du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, du Ministre des Affaires Économiques et du Développement, du Ministre des Finances, du Ministre des Mines et de l'Industrie, du Ministre de la Pêche, des Infrastructures Maritimes et Portuaires;

- **Vu la Constitution du 20 juillet 1991, révisée en 2006, 2012 et 2017 ;**
- **Vu la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024 abrogeant et remplaçant la loi n° 2013-001 du 02 janvier 2013 portant création de la Zone Franche de Nouadhibou ;**
- **Vu le décret n° 089-2025 du 17 avril 2025 relatif à l'Organisation de la Présidence de la République ;**
- **Vu le décret n° 2013-019 du 18 février 2013 portant attributions, organisation et modalités de fonctionnement de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou ;**
- **Vu le décret n° 157-2007 du 06 septembre 2007 relatif au Conseil des Ministres et aux attributions du Premier Ministre et des Ministres ;**
- **Vu le décret n° 138-2024 du 3 août 2024 portant nomination du Premier Ministre ;**
- **Vu le décret n° 139-2024 du 5 août 2024 portant nomination du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République ;**
- **Vu le décret n° 143-2024 du 6 août 2024, portant nomination des membres du Gouvernement ;**
- **Vu le décret n° 222-2025 du 18 septembre 2025, portant nomination de certains membres du Gouvernement ;**
- **Vu le décret n°160-2024 du 22 août 2024, relatif à l'intérim des Ministres ;**
- **Vu le décret n° 073-2025 du 01 avril 2025 portant nomination du Président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou ;**
- **Vu le décret n° 235-2024 du 12 décembre 2024 fixant les attributions du Ministre de l'Économie et des Finances et l'organisation de l'Administration centrale de son Département ;**
- **Vu le décret n° 180-2024 du 30 septembre 2024 fixant les attributions du Ministre des Mines et de l'Industrie et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;**
- **Vu le décret n° 192-2024 du 7 octobre 2024 fixant les attributions du Ministre de la Pêche, des Infrastructures Maritimes et Portuaires et l'organisation de l'Administration Centrale de son Département ;**

Le Conseil des Ministres, entendu le 19 novembre 2025

DECRETE :

Article premier : Le présent décret a pour objet l'application des dispositions de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024 abrogeant et remplaçant la loi n° 2013-001 du 2 janvier 2013, portant création de la Zone Franche de Nouadhibou.

Section I – Périmètre de la Zone Franche

Article 2 : Le périmètre de la Zone Franche est constitué d'un domaine situé dans la wilaya de Dakhlet-Nouadhibou, physiquement délimité et aménagé par l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou (AZFNDB) dénommée ci-après « l'Autorité ».
Toute modification du périmètre est autorisée par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 3 : L'aménagement, l'entretien, la signalisation, la clôture, l'équipement et la sécurisation des domaines sont assurés par l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou (AZFNDB), conformément à ses missions.

Section II – Implantation physique dans la zone franche

Article 4 : Implantation physique et direction effective
Sont considérées comme implantées physiquement dans la Zone Franche de Nouadhibou les entreprises dont les installations principales de production, de transformation ou de services sont situées à l'intérieur du périmètre de la zone et dont le siège de direction effective est établi dans ladite zone.
L'implantation physique suppose la présence d'une substance économique réelle, caractérisée notamment par :

- L'existence de locaux administratifs fonctionnels et identifiés ;
- La présence de personnel permanent exerçant effectivement les activités agréées ;
- Des équipements, stocks ou moyens matériels permettant la réalisation effective des opérations autorisées.

Les entreprises peuvent, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou (AZFNDB), disposer d'unités de production ou de services complémentaires situées en dehors du périmètre de la zone, lorsque celles-ci contribuent directement à leurs activités agréées.
La présence d'un simple bureau de liaison, de représentation ou de coordination dans la zone ne confère pas, à elle seule, la qualité d'entreprise implantée physiquement au sens de l'article 2 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024, sauf si ce bureau constitue également le lieu de direction effective et satisfait aux exigences de substance prévues au présent article.

Section III – Procédures d'agrément, d'extension et de retrait des entreprises agréées dans la Zone Franche de Nouadhibou

1- Demande d'agrément

Article 5 : Toute entreprise désireuse de bénéficier du régime de la Zone Franche de Nouadhibou doit adresser une demande écrite à l'Autorité de la Zone Franche (AZFNDB), accompagnée d'un dossier comprenant notamment :

1. Une lettre de motivation adressée à l'Administrateur de la ZFNDB ;
2. Une copie certifiée des statuts de la société et du registre de commerce ;
3. Un plan d'affaires (business plan) détaillé précisant les projections financières, les impacts économiques et environnementaux ;

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

4. Un descriptif des activités envisagées ;
5. Les coordonnées du bénéficiaire effectif et l'origine des fonds avec le concours de l'Unité Mauritanienne d'Enquêtes Financières (UMEF) ;
6. Un engagement écrit de respecter le cahier des charges de la zone ;
7. Une attestation de situation fiscale à jour ;
8. Un numéro d'identification fiscal ;
9. Le cas échéant, une évaluation succincte de conformité environnementale et sociale.

Article 6 : L'AZFNDB délivre, dans un délai de trente (30) jours ouvrables à compter de la réception d'un dossier complet, un agrément provisoire après :

- Une vérification de conformité du dossier ;
- Une enquête de moralité du bénéficiaire effectif et une analyse de la provenance et de la licéité des fonds avec le concours de l'Unité Mauritanienne d'Enquêtes Financières (UMEF).

Afin d'assurer la coordination du contrôle fiscal et douanier prévue par l'article 3 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024, l'AZFNDB informe, sans délai, la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Direction Générale des Douanes (DGD) de toute délivrance ou retrait d'agrément provisoire ou définitif.

Article 7 : L'AZFNDB peut solliciter, en cas de doute sur la provenance des fonds ou sur le profil du bénéficiaire effectif, l'appui technique de la structure nationale chargée de traitement des informations financières ou des autorités compétentes, conformément à la législation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

L'agrément provisoire est valable pour une période de six (6) mois, renouvelable une fois.

Article 8 : L'agrément définitif, appelé Attestation d'entreprise exportatrice, est accordé si l'entreprise :

1. A commencé les travaux d'installation dans les délais ;
2. A soumis une étude d'impact environnemental approuvée par les autorités compétentes ;
3. A mis en place un système comptable conforme aux normes ;
4. A signé le cahier des charges élaboré par l'AZFNDB ;
5. A fourni toutes les garanties de bonne exécution du projet.

Pour les activités de pêche et de transformation, le cahier des charges est élaboré conjointement par l'AZFNDB et le Ministère chargé des Pêches, pour assurer la conformité technique et sanitaire.
Les agréments sont transmis au Ministère en charge des Pêches pour information.
L'agrément définitif est valable pour une période maximale de quinze (15) ans, renouvelable.

L'AZFNDB publie et met à jour sur son site web la liste des entreprises agréées, avec leurs bénéficiaires effectifs.

Article 9 : Les activités de pêche et de transformation des produits halieutiques dans la Zone Franche sont soumises au contrôle sanitaire et technique de l'Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONISPA), conformément à la réglementation en vigueur.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

L'AZFNDB veille à la coordination entre l'ONISPA et les entreprises agréées.

2- Extension d'agrément

Article 10 : Une entreprise déjà agréée peut solliciter une extension d'agrément pour inclure de nouvelles activités, sous réserve de :

1. Démontrer la cohérence des nouvelles activités avec les objectifs de la Zone Franche ;
2. Soumettre un dossier additionnel identique à celui prévu pour une nouvelle demande ;
3. Obtenir l'approbation expresse de l'AZFNDB.

L'extension est accordée pour une durée maximale de dix (10) ans, renouvelable dans les mêmes conditions que l'agrément initial.

3- Retrait d'agrément

Article 11 : L'agrément peut être retiré dans les cas suivants :

1. Non-respect des engagements figurant dans le cahier des charges ;
2. Retard injustifié dans les travaux d'installation, au-delà des délais prorogés ;
3. Fausses déclarations sur l'origine des fonds ou l'identité du bénéficiaire effectif ;
4. Activités non autorisées en Zone Franche ;
5. Absence d'activité réelle pendant deux exercices consécutifs.

Avant toute décision de retrait, l'AZFNDB notifie à l'entreprise agréée les manquements constatés et lui accorde un délai de quarante-cinq (45) jours pour présenter ses observations écrites ou correctives.
Le retrait est prononcé par décision motivée du Président de l'Autorité, après avis de la commission technique d'agrément.
Le retrait d'agrément entraîne la perte immédiate de tous les avantages fiscaux et douaniers attachés au régime de la Zone Franche, sans préjudice des sanctions prévues par le Code Général des Impôts et le Code des Douanes.

4- Voies de recours

Article 12 : L'entreprise dont l'agrément a été retiré peut former un recours gracieux auprès de l'AZFNDB dans un délai de 30 jours. Ce recours ne suspend pas l'exécution de la décision, sauf décision expresse de l'Administrateur.
À défaut de règlement, l'entreprise peut saisir la juridiction compétente conformément à l'article 33 de la loi n° 2024-030 précitée.

5- Contrôle et transparence

Article 13 : L'AZFNDB tient un registre public actualisé des entreprises agréées, publié sur son site officiel, mentionnant leur raison sociale, activité, numéro d'identification fiscal et bénéficiaires effectifs.
Ce registre est communiqué chaque semestre à la DGI, à la DGD et à la Présidence de la République.

Section IV – Redevance annuelle

Article 14 : Conformément à l'article 12 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024, l'AZFNDB perçoit une redevance annuelle fixée à 0,5 % du chiffre d'affaires de chaque entreprise agréée.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

Les modalités de déclaration, de recouvrement et de contrôle de cette redevance sont déterminées par décision du Comité d'administration de l'Autorité.
Pendant la période transitoire, l'Autorité perçoit au niveau du guichet unique une redevance de 2 % sur le chiffre d'affaires des entreprises agréées au titre de la loi n° 2013-001 du 2 janvier 2013.

Section V – Guichet Unique

Article 15 : Au sein de la zone franche, l'Autorité constitue et gère, sous sa responsabilité, un guichet unique.
Le guichet unique représente, à titre exclusif, les différents services de l'Etat pour la réalisation de l'ensemble des formalités et démarches administratives nécessaires à la création et à l'exploitation des entreprises agréées.
A l'exception des formalités douanières et fiscales, le guichet unique traite, en lieu et place des administrations compétentes, l'ensemble des déclarations et autres formalités devant être accomplies par les entreprises agréées.
Les modalités de fonctionnement sont fixées par protocoles signés ou seront signés entre l'AZFNDB, la DGI, la DGD et les ministères concernés.

Section VI – Zones de Support

Article 16 : Des zones de support sont aménagées dans ou autour du domaine défini à l'article 2 ci-dessus. Ces zones sont destinées à héberger notamment des services d'appui logistique, de formation, de santé, de restauration, de transport, de maintenance, ainsi que des activités administratives ou techniques nécessaires au bon fonctionnement des entreprises agréées.
Les zones de support sont également ouvertes aux initiatives privées contribuant à l'attractivité et à la viabilité économique de la Zone Franche.

Section VII – Activités Touristiques

Article 17 : Sans préjudice de l'article 6 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024, les zones de support peuvent accueillir des infrastructures d'accueil, de loisirs ou de promotion touristique, à condition que :

1. Ces activités ne bénéficient pas du régime de la Zone Franche prévu par la loi (agrément, exonérations, etc.), sauf modification législative ;
2. Elles soient strictement limitées aux besoins des travailleurs, visiteurs ou investisseurs dans la Zone Franche ou au développement de la ville de Nouadhibou ;
3. Elles respectent les lois et règlements en vigueur, notamment en matière d'urbanisme, d'environnement et de tourisme.

Section VIII – Prix de transfert

Article 18 : Sans préjudice des dispositions de l'article 21 de la loi n° 2024-030 du 08 juillet 2024 , les transactions entre entreprises agréées en Zone Franche et leurs entités liées situées sur le territoire mauritanien ou à l'étranger doivent être établies selon le principe de pleine concurrence défini par le Code Général des Impôts.
Les entreprises agréées doivent tenir à disposition de l'AZFNDB et de la DGI une documentation complète justifiant la politique de prix de transfert appliquée.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

Les obligations déclaratives et les contrôles en la matière sont effectués conformément à la réglementation fiscale nationale.
Ces mêmes règles s'appliquent aux entreprises relevant du régime de la loi n°2013-001.

Section IX – Conventions de Partenariat

Article 19 : L'Autorité de la Zone Franche conclut des conventions de partenariat avec les départements de tutelle des infrastructures de support, notamment les ports et les aéroports, nécessaires au développement et au fonctionnement de la Zone Franche.
Leur mise en œuvre est assurée par les établissements concernés, sous contrôle technique des ministères de tutelle.

Section X – Formation, Perfectionnement et Stage

Article 20 : Les conditions et les modalités des programmes de Formation, de perfectionnement et de stage des travailleurs dans la Zone Franche sont fixées par actes réglementaires de l'Autorité de la Zone Franche.

Section XI – Sanctions administratives

Article 21 : Sans préjudice des sanctions fiscales, douanières ou pénales prévues par la législation en vigueur, l'AZFNDB peut prononcer à l'encontre des entreprises agréées les sanctions administratives suivantes :

- Avertissement écrit ;
- Suspension temporaire des avantages de la zone ;
- Retrait définitif de l'agrément conformément à l'article 11 du présent décret.

Les sanctions sont décidées par le Président de l'AZFNDB après avis de la commission technique d'agrément et sont notifiées par écrit à l'entreprise concernée.

Section XII – Période Transitoire

Article 22 : Les entreprises régies par les dispositions de la loi n° 2013-001 continuent de bénéficier des avantages fiscaux prévus par ladite loi à condition de s'installer dans le nouveau périmètre de la zone franche dans un délai maximum de deux (2) ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2024-030 du 08 juillet 2024.
Les dispositions de l'article 4 ci-dessus sont également applicables, pendant la période transitoire prévue à l'article 34 de la loi n° 2024-030 du 08 juillet 2024, aux entreprises régies par la loi n° 2013-001 du 2 janvier 2013, afin d'assurer la continuité de leurs activités et leur adaptation au nouveau régime.
Leurs agréments, licences, autorisations ou conventions accordés avant l'entrée en vigueur de la loi demeurent valables pendant la période transitoire sauf retrait anticipé pour motif légal.
Ces entreprises peuvent à tout moment solliciter volontairement l'agrément au nouveau régime de la zone franche, auquel cas elles seront assujetties aux dispositions fiscales et douanières nouvelles.

Article 23 : Durant la période transitoire, ces entreprises sont soumises à toutes les autres dispositions de la loi n° 2024-030 du 08 juillet 2024, notamment à l'article 14 relatif aux obligations générales des entreprises agréées.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

Article 24 : Les entreprises mentionnées à l'article 22 ci-dessus bénéficient d'une priorité d'attribution des terrains et infrastructures dans le nouveau périmètre de la zone franche, sous réserve de :

- La présentation d'un projet conforme au plan d'aménagement approuvé ;
- Le respect du cahier des charges de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou (AZFNDB).

Article 25 : À l'expiration de leur période de stabilité fiscale, ces entreprises sont automatiquement soumises au régime fiscal prévu par la loi n° 2024-030 du 08 juillet 2024. L'AZFNDB notifie aux entreprises concernées la date d'expiration de leur stabilité fiscale au moins six (6) mois avant la bascule vers le nouveau régime.

Article 26 : Pendant la période transitoire, l'AZFNDB :

1. Assure le suivi administratif et technique des entreprises concernées ;
2. Élabore un calendrier d'installation et de mise en conformité ;
3. Dresse trimestriellement un rapport sur l'avancement des installations.

Le suivi des entreprises halieutiques relevant de l'ancien régime s'effectue en coordination avec les services techniques et sanitaires du Ministère chargé des Pêches, notamment pour le contrôle des normes techniques et environnementales.

Article 27 : Toutes les entreprises relevant de la loi n° 2013-001 doivent disposer d'un Numéro d'Identification Fiscal (NIF).
Celles qui n'en disposent pas doivent s'enregistrer auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI) dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2024-030 du 08 juillet 2024.

Article 28 : L'AZFNDB transmet à la Direction Générale des Impôts (DGI) et à la Direction Générale des Douanes (DGD), dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2024-030 du 08 juillet 2024, la liste complète des entreprises régies par la loi n° 2013-001, avec les informations suivantes :

- Raison sociale ;
- Numéro d'agrément ou d'autorisation ;
- Adresse d'installation ;
- Activité principale ;
- Numéro d'identification fiscal, le cas échéant.

Article 29 : L'AZFNDB contrôle et sanctionne le non-respect :

- Des délais d'installation dans le nouveau périmètre ;
- De l'obligation d'obtention d'un NIF ;
- Ou des autres dispositions légales applicables.

L'AZFNDB peut procéder au retrait des avantages fiscaux et, le cas échéant, des autorisations d'exploitation.

Section XIII – Dispositions finales

Article 30 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

Article 31 : Le Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, le Ministre des Affaires Economiques et du Développement, le Ministre des Finances, le Ministre des Mines et de l'Industrie et le Ministre de la Pêche, des Infrastructures Maritimes et Portuaires, et le Président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le ..... 12 DEC 2025

El Moctar OULD DIAY

Le Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République
Moulaye Ould Mohamed Laghdaf

Le Ministre des Affaires Économiques et du Développement
Abdellahi Souleymane Cheikh Sidiya

La Ministre de l'Environnent et du Développent Durable
Ministre des Finances par intérim
Messouda Baham Mohamed Laghdaf

Le Ministre des Mines et de l'Industrie
ThiamTidjani

Le Ministre de la Pêche, des Infrastructures Maritimes et Portuaires
Moctar Ahmed Bouceif

Ampliations :

- M.S.G.P.R. 2
- M.S.G.G. 2
- M.A.E.D. 2
- M.F. 2
- M.M.I. 2
- M.P.I.M.P. 2
- AZFNDB 2
- DGL 2
- I.G.E 2
- A.N 2
- J.O 2

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

الجمهورية الاسلامية الموريتانية

شرف -إخاء -عدل

الوزارة الأولى

م.ع.ت.ت.ن.ج.د

177-2025

مرسوم رقم ..... يتضمن تطبيق بعض أحكام القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024 الذي يلغي ويحل محل القانون رقم 2013-001 الصادر بتاريخ 02 يناير 2013، القاضي بإنشاء المنطقة الحرة في نواذيبو

إن الوزير الأول؛

بناء على تقرير مشترك بين الوزير الأمين العام لرئاسة الجمهورية ووزير الشؤون الاقتصادية والتنمية، ووزير المالية ووزير المعادن والصناعة، ووزير الصيد والبنى التحتية البحرية والمينائية.

وبعد اطلاع على:

- دستور 20 يوليو 1991، المراجع في السنوات 2006 و2012 و2017؛
- القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024، الذي يلغي ويحل محل القانون رقم 2013-001 الصادر بتاريخ 02 يناير 2013، القاضي بإنشاء المنطقة الحرة في نواذيبو؛
- القانون رقم 2013-001 الصادر بتاريخ 2 يناير 2013، القاضي بإنشاء منطقة حرة في نواذيبو؛
- المرسوم رقم 2025-089 الصادر بتاريخ 17 إبريل 2025، المتعلق بتنظيم رئاسة الجمهورية؛
- المرسوم رقم 2013-019 الصادر بتاريخ 18 فبراير 2013 المتضمن صلاحيات وتنظيم وطرق سير سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو؛
- المرسوم رقم 2007-157 الصادر بتاريخ 6 سبتمبر 2007 المتعلق بمجلس الوزراء وبصلاحيات الوزير الأول والوزراء؛
- المرسوم رقم 2024-138 الصادر بتاريخ 3 أغسطس 2024، القاضي بتعيين الوزير الأول؛
- المرسوم رقم 2024-139 الصادر بتاريخ 5 أغسطس 2024، القاضي بتعيين الوزير الأمين العام لرئاسة الجمهورية؛
- المرسوم رقم 2024-143 الصادر بتاريخ 6 أغسطس 2024، القاضي بتعيين أعضاء الحكومة؛
- المرسوم رقم 2025-222 الصادر بتاريخ 18 سبتمبر 2025، القاضي بتعيين بعض أعضاء الحكومة؛
- المرسوم رقم 2025-073 الصادر بتاريخ 01 أبريل 2025، القاضي بتعيين رئيس سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو؛
- المرسوم رقم 2024-235 الصادر بتاريخ 12 دجمبر 2024 المحدد لصلاحيات وزير الاقتصاد والمالية ولتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
- المرسوم رقم 2024-180 الصادر بتاريخ 30 سبتمبر 2024 المحدد لصلاحيات وزير المعادن والصناعة ولتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
- المرسوم رقم 2024/160 الصادر بتاريخ 22 أغشت 2024، المتعلق بتناوب الوزراء؛
- المرسوم رقم 2024-192 الصادر بتاريخ 7 أكتوبر 2024 المحدد لصلاحيات وزير الصيد والبنى التحتية البحرية والمينائية ولتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛

وبعد استماع مجلس الوزراء، بتاريخ: 19 نفمبر 2025.

يرسم:

المادة الأولى: يهدف هذا المرسوم إلى تطبيق أحكام القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024 الذي يلغى ويحل محل القانون رقم 2013-001 الصادر بتاريخ 2 يناير 2013، القاضي بإنشاء المنطقة الحرة في نواذيبو.

القسم الأول: محيط المنطقة الحرة

المادة 2: يتمثل محيط المنطقة الحرة في مجال يقع بولاية داخلت نواذيبو، محدد مادياً ومستصلح من طرف سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو (ويشار إليها اختصاراً بـ "السلطة").

ولا يجوز تعديل هذا المحيط إلا بموجب مرسوم صادر عن مجلس الوزراء.

المادة 3: تتولى سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو استصلاح وصيانة وإشارة وتسييج وتجهيز وتأمين المجالات الداخلة ضمن محيط المنطقة، وذلك طبقاً للمهام المنوطة بها.

القسم الثاني: التواجد الفعلي داخل المنطقة الحرة

المادة 4: التواجد الفعلي والإدارة الفعلية

تُعتبر المقاولات متواجدة فعلياً داخل المنطقة الحرة في نواذيبو إذا كانت منشآتها الرئيسية للإنتاج أو التحويل أو الخدمات تقع داخل المحيط المحدد للمنطقة، وكان مقر إدارتها الفعلية موجوداً داخلها.

ويُفترض في التواجد الفعلي أن يكون حقيقياً ذا مضمون اقتصادي فعلي، يتمثل خصوصاً في:

- وجود مكاتب إدارية عاملة ومحددة العنوان؛
- وجود عمال دائمين يزاولون فعلياً الأنشطة المعتمدة؛
- توفر تجهيزات أو مخزونات أو وسائل مادية تمكّن من تنفيذ العمليات المرخص بها فعلاً.

يجوز للمقاولات، بعد الحصول على ترخيص مسبق من سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو، أن تمتلك وحدات إنتاج أو خدمات تكميلية خارج محيط المنطقة إذا كانت تساهم مباشرة في أنشطتها المعتمدة.

ولا يُعتبر مجرد وجود مكتب اتصال أو تمثيل أو تنسيق داخل المنطقة كافياً لإكساب صفة "مقاولة متواجدة فعليا في مفهوم المادة 2 من القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024، ما لم يكن ذلك المكتب أيضاً مقراً للإدارة الفعلية ويستوفي متطلبات المضمون الاقتصادي المشار إليها في هذه المادة.

القسم الثالث: مسطرة الاعتماد والتوسيع وسحب اعتماد المقاولات داخل المنطقة الحرة في نواذيبو

1- طلب الاعتماد

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

المادة 5: كل مقاولة ترغب في الاستفادة من نظام المنطقة الحرة في نواذيبو يجب أن تتقدم بطلب مكتوب إلى سلطة المنطقة الحرة، مرفقاً بملف يتضمن على وجه الخصوص ما يلي:

1- رسالة توضيحية موجهة إلى المسؤول عن إدارة المنطقة الحرة في نواذيبو؛

2- نسخة مصدّقة من النظام الأساسي للشركة ومن السجل التجاري؛

3- خطة أعمال مفصلة تتضمن التوقعات المالية والآثار الاقتصادية والبيئية؛

4- وصفاً للأنشطة المزمع القيام بها؛

5- بيانات المستفيد الفعلي ومصدر الأموال بالتعاون مع وحدة التحريات المالية الموريتانية؛

6- التزاماً كتابياً باحترام دفتر الشروط الخاص بالمنطقة الحرة؛

7- شهادة ضريبية تثبت الوضعية الجبائية المحدثة؛

8- رقم تعريف ضريبي؛

9- تقيما موجزا للمطابقة البيئية والاجتماعية عند الاقتضاء.

المادة 6: تُصدر سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو اعتماداً مؤقتاً خلال أجل لا يتجاوز ثلاثين (30) يوماً من أيام العمل ابتداءً من تاريخ استلام ملف كامل، وذلك بعد:

- التحقق من مطابقة الملف؛
- إجراء تحقيق أخلاقي حول المستفيد الفعلي، وتحليل مصدر الأموال ومشروعيتها بالتعاون مع وحدة التحريات المالية الموريتانية.

ولغرض تنسيق الرقابة الجبائية والجمركية المنصوص عليها في المادة 3 من القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024، تقوم السلطة بإبلاغ كل من المديرية العامة للضرائب والمديرية العامة للجمارك فوراً بكل قرار بمنح أو سحب الاعتماد المؤقت أو النهائي.

المادة 7: يجوز لسلطة المنطقة الحرة، في حالة الشك في مصدر الأموال أو في مؤهلات المستفيد الفعلي، أن تطلب المساعدة الفنية من الجهة الوطنية المكلفة بمعالجة المعلومات المالية أو من السلطات المختصة، طبقاً للتشريعات المتعلقة بمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب.

يكون الاعتماد المؤقت صالحاً لمدة ستة (6) أشهر قابلة للتجديد مرة واحدة.

المادة 8: يُمنح الاعتماد النهائي، المسمى " إفادة مقاولة مصدرة "، إذا أثبتت المقاولة بأنها قد:

1- بدأت أشغال الإقامة في الآجال المحددة؛

2- قدمت دراسة تأثير بيئي مصادق عليها من طرف السلطات المختصة؛

3- وضعت نظاما محاسبيا مطابقا للمعايير المعمول بها؛

4- وقعت على دفتر الشروط الصادر عن سلطة المنطقة الحرة؛

5- قدمت كل الضمانات اللازمة لحسن تنفيذ المشروع.

وفيما يتعلق بأنشطة الصيد والتحويل، يتم إعداد دفتر الشروط بالتعاون بين سلطة المنطقة الحرة والوزارة المكلفة بالصيد، لضمان المطابقة الفنية والصحية.

يتم إبلاغ الوزارة المكلفة بالصيد بجميع الاعتمادات الصادرة لغرض الاطلاع عليها.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

يُمنح الاعتماد النهائي لمدة أقصاها خمس عشرة (15) سنة قابلة للتجديد.

تنشر سلطة المنطقة الحرة لائحة المقاولات المعتمدة والمستفيدين الفعليين منها على موقعها الإلكتروني، مع الحرص على تحديثها.

المادة 9: تخضع أنشطة الصيد وتحويل المنتجات البحرية داخل المنطقة الحرة لرقابة صحية وتقنية من طرف المكتب الوطني للتفتيش الصحي لمنتجات الصيد وزراعة الأسماك وفقاً للنظم الجاري بها العمل.

تسهر سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو على تنسيق أعمال هذا المكتب مع المقاولات المعتمدة.

2- توسيع الاعتماد

المادة 10: يجوز لمقاولة معتمدة أن تطلب توسيع اعتمادها لإضافة أنشطة جديدة، بشرط أن:

1- تثبت انسجام الأنشطة الجديدة مع أهداف المنطقة الحرة؛

2- تقدم ملفاً مكملاً مطابقاً لما هو مطلوب في طلب الاعتماد الأولي؛

3- تحصل على الموافقة الصريحة من سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو

يُمنح التوسيع لمدة أقصاها عشر(10) سنوات قابلة للتجديد وفق نفس شروط الاعتماد الأصلي.

3- سحب الاعتماد

المادة 11: يمكن سحب الاعتماد في الحالات التالية:

1. عدم احترام الالتزامات الواردة في دفتر الشروط؛
2. التأخر غير المبرر في تنفيذ أشغال الإقامة بعد انقضاء الآجال الممددة؛
3. التصريحات الكاذبة بشأن مصدر الأموال أو هوية المستفيد الفعلي؛
4. ممارسة أنشطة غير مرخص بها داخل المنطقة الحرة؛
5. غياب نشاط فعلي خلال سنتين متتاليتين.

قبل اتخاذ قرار السحب، تقوم السلطة بإشعار المقاولة بالمخالفات المرصودة، وتمنحها مهلة خمسة وأربعين (45) يوماً لتقديم ملاحظاتها كتابيا أو تصحيح الوضع.

يصدر قرار السحب بصفة معللة من طرف رئيس سلطة المنطقة الحرة بعد رأي اللجنة الفنية للاعتماد.

يترتب على سحب الاعتماد الفقدان الفوري لجميع المزايا الجبائية والجمركية المرتبطة بنظام المنطقة الحرة، دون المساس بالعقوبات المنصوص عليها في المدونة العامة للضرائب ومدونة الجمارك.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

4- طرق الطعن

المادة 12: يجوز للمقاولة التي تم سحب اعتمادها أن تتقدم بطعن تظلّمي لدى سلطة المنطقة الحرة خلال أجل ثلاثين (30) يوماً.

ولا يترتب على هذا الطعن وقف تنفيذ القرار إلا بقرار صريح من المسؤول عن إدارة المنطقة الحرة في نواذيبو.

وفي حالة عدم التسوية، يمكن للمقاولة رفع دعوى أمام الجهة القضائية المختصة وفقاً لأحكام المادة 33 من القانون رقم 2024-030 المشار إليه سابقا.

5- الرقابة والشفافية

المادة 13: تحتفظ سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو بسجل عمومي محدث للمقاولات المعتمدة، يُنشر على موقعها الرسمي، ويتضمن اسم المقاولة، ونشاطها، ورقم تعريفها الضريبي، والمستفيدين الفعليين منها.

ويُرسل هذا السجل كل ستة (6) أشهر إلى المديرية العامة للضرائب والمديرية العامة للجمارك ورئاسة الجمهورية.

القسم الرابع: الإتاوة السنوية

المادة 14: عملاً بأحكام المادة 12 من القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024، تتولى سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو تحصيل إتاوة سنوية بنسبة 0,5 % من رقم أعمال كل مقاولة معتمدة.

تُحدد طرق التصريح والتحصيل والرقابة لهذه الإتاوة بقرار من لجنة إدارة السلطة.

خلال الفترة الانتقالية، تستوفي السلطة عبر الشباك الموحد إتاوة بنسبة 2% من رقم الأعمال بالنسبة للمقاولات المعتمدة بموجب القانون رقم 2013-001 الصادر بتاريخ 2 يناير 2013.

القسم الخامس: الشباك الموحد

المادة 15: تُنشئ سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو داخل محيط المنطقة الحرة وتحت مسؤوليتها شباكاً موحداً.

يمثل هذا الشباك، بصفة حصرية، مختلف مصالح الدولة من أجل إنجاز كافة الإجراءات والعمليات الإدارية الضرورية لإنشاء واستغلال المقاولات المعتمدة.

باستثناء الإجراءات الجمركية والجبائية، يتولى الشباك الموحد، نيابة عن الإدارات المختصة، استقبال ومعالجة جميع التصاريح والإجراءات الأخرى التي يتعين على المقاولات المعتمدة القيام بها.

تحدد طرق سير عمل الشباك الموحد بموجب بروتوكولات تُبرم بين سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو والمديرية العامة للضرائب والمديرية العامة للجمارك والقطاعات الوزارية المعنية.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

القسم السادس: مناطق الدعم

المادة 16: تُنشأ مناطق دعم داخل أو حول المجال المحدد في المادة 2 أعلاه. وتُخصص هذه المناطق لاحتضان خدمات الدعم اللوجستي والتكوين والصحة والمطاعم والنقل والصيانة، وكذا الأنشطة الإدارية أو التقنية اللازمة لحسن سير عمل المقاولات المعتمدة.

وتُفتح هذه المناطق أيضاً أمام المبادرات الخاصة التي تُسهم في تعزيز جاذبية المنطقة الحرة وضمان استدامتها الاقتصادية.

القسم السابع: الأنشطة السياحية

المادة 17: دون الإخلال بأحكام المادة 6 من القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024، يجوز لمناطق الدعم أن تحتضن مرافق للاستقبال أو الترفيه أو الترويج السياحي، شريطة أن:

1- لا تستفيد هذه الأنشطة من نظام المنطقة الحرة المنصوص عليه في القانون (الاعتماد، الإعفاءات، إلخ)، إلا في حالة صدور تعديل تشريعي؛

2- تقتصر هذه الأنشطة على تلبية حاجيات العمال أو الزوار أو المستثمرين في المنطقة الحرة أو الإسهام في تنمية مدينة نواذيبو؛

3- تحترم القوانين والأنظمة المعمول بها، وخاصة ما يتعلق بالعمران والبيئة والسياحة.

القسم الثامن: تسعير التحويل

المادة 18: دون الإخلال بأحكام المادة 21 من القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024، يجب أن تُجرى المعاملات بين المقاولات المعتمدة في المنطقة الحرة والكيانات المرتبطة بها داخل الأراضي الموريتانية أو خارجها، وفق مبدأ المنافسة الكاملة المنصوص عليه في المدونة العامة للضرائب.

تلتزم المقاولات المعتمدة بوضع وثائق محاسبية كاملة لدى كل من سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو والمديرية العامة للضرائب تبرر السياسة المعتمدة في تسعير التحويل.

تُطبق الالتزامات التصريحية وإجراءات المراقبة في هذا المجال وفقاً للتشريعات الجبائية الوطنية.

وتسري هذه الترتيبات كذلك على المقاولات الخاضعة لنظام القانون رقم 2013-001.

القسم التاسع: اتفاقيات الشراكة

المادة 19: تعقد سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو اتفاقيات شراكة مع القطاعات الوزارية الوصية على البنى التحتية الداعمة، ولا سيما الموانئ والمطارات، لضمان تطوير وتشغيل المنطقة الحرة.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

تُنفذ هذه الاتفاقيات من طرف المؤسسات المعنية تحت الإشراف الفني للوزارات الوصية.

القسم العاشر: التكوين وتحسين الخبرة والتدريب

المادة 20: تحدد شروط وطرق برامج التكوين وتحسين الخبرة والتدريب لفائدة عمال المنطقة الحرة بموجب نصوص تنظيمية تصدرها سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو.

القسم الحادي عشر: العقوبات الإدارية

المادة 21: دون الإخلال بالعقوبات الجبائية أو الجمركية أو الجنائية المنصوص عليها في القوانين السارية، يجوز لسلطة المنطقة الحرة في نواذيبو أن تتخذ في حق المقاولات المعتمدة العقوبات الإدارية التالية:

- توجيه إنذار كتابي؛
- تعليق مؤقت للاستفادة من مزايا المنطقة الحرة؛
- السحب النهائي للاعتماد طبقاً لترتيبات المادة 11 من هذا المرسوم.

تصدر العقوبات من طرف رئيس سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو بعد أخذ رأي اللجنة الفنية للاعتماد. وتُبلّغ كتابة إلى المقاولة المعنية.

القسم الثاني عشر: الفترة الانتقالية

المادة 22: تستمر المقاولات الخاضعة لأحكام القانون رقم 2013-001 في الاستفادة من المزايا الجبائية المقررة فيه، بشرط أن تستقر داخل المحيط الجديد للمنطقة الحرة خلال أجل أقصاه سنتان (2) ابتداءً من تاريخ دخول القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024 حيز التنفيذ.

تُطبّق ترتيبات المادة 4 أعلاه كذلك، أثناء الفترة الانتقالية المنصوص عليها في المادة 34 من القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024، على المقاولات الخاضعة للقانون رقم 2013-001 الصادر بتاريخ 2 يناير 2013، ضماناً لاستمرارية أنشطتها وتكيّفها مع النظام الجديد.

تبقى الاعتمادات والرخص والتصاريح والاتفاقيات الصادرة قبل نفاذ القانون الجديد سارية المفعول طيلة الفترة الانتقالية، ما لم يتم سحبها مبكرا لسبب قانوني.

ويجوز لهذه المقاولات في أي وقت أن تطلب طوعاً اعتمادها في ظل النظام الجديد للمنطقة الحرة، وفي هذه الحالة تُطبّق عليها الأحكام الجبائية والجمركية الجديدة.

المادة 23: خلال الفترة الانتقالية، تخضع المقاولات المذكورة في المادة السابقة لجميع أحكام القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024، خصوصا المادة 14 المتعلقة بالالتزامات العامة للمقاولات المعتمدة.

المادة 24: تتمتع المقاولات المشار إليها في المادة 22 أعلاه بأولوية في منح الأراضي والمرافق داخل المحيط الجديد للمنطقة الحرة، بشرط أن:

- تقدم مشروعاً مطابقاً لمخطط الاستصلاح المعتمد؛
- تلتزم باحترام دفتر الشروط الصادر عن سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

المادة 25: عند انتهاء فترة الاستقرار الجبائي الخاصة بها، تخضع هذه المقاولات تلقائياً للنظام الجبائي المنصوص عليه في القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024.

تقوم سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو بإشعار المقاولات المعنية بتاريخ انتهاء فترة استقرارها الجبائي قبل ستة (6) أشهر على الأقل من التحول إلى النظام الجديد.

المادة 26: خلال الفترة الانتقالية، تتولى سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو المهام التالية:

1- متابعة الوضع الإداري والفني للمقاولات المعنية؛

2- إعداد جدول زمني للإقامة والتكييف مع النظام الجديد؛

3- إعداد تقرير فصلي حول تقدم عمليات الإقامة.

تتم متابعة المقاولات العاملة في قطاع الصيد البحري الخاضعة للنظام السابق بالتنسيق مع المصالح الفنية والصحية للوزارة المكلفة بالصيد، وخاصة فيما يتعلق بالرقابة على المعايير الفنية والبيئية.

المادة 27: يتعين على جميع المقاولات الخاضعة لأحكام القانون رقم 2013-001 أن تتوفر على رقم تعريف ضريبي.

وعلى المقاولات التي لا تملك هذا الرقم أن تُسجّل لدى المديرية العامة للضرائب خلال أجل أقصاه ستون (60) يوماً من تاريخ دخول القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024 حيز التنفيذ.

المادة 28: تقوم سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو بإرسال قائمة شاملة بالمقاولات الخاضعة للقانون رقم 2013-001 إلى كل من المديرية العامة للضرائب والمديرية العامة للجمارك خلال أجل أقصاه ستون (60) يوماً من تاريخ دخول القانون رقم 2024-030 الصادر بتاريخ 08 يوليو 2024 حيز التنفيذ، وتتضمن هذه القائمة المعلومات التالية:

- الاسم التجاري؛
- رقم الاعتماد أو الترخيص؛
- عنوان المقر؛
- النشاط الرئيسي؛
- رقم التعريف الضريبي، عند الاقتضاء.

المادة 29: تتولى سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو مراقبة ومعاقبة حالات الإخلال التالية:

- التأخر في الاستقرار داخل المحيط الجديد؛
- عدم الحصول على رقم التعريف الضريبي؛
- أو أي مخالفة أخرى للأحكام القانونية السارية.

ويجوز للسلطة في هذه الحالات سحب المزايا الجبائية، بل وسحب تراخيص الاستغلال عند الاقتضاء.

القسم الثالث عشر: ترتيبات ختامية

المادة 30: تُلغى كافة الترتيبات السابقة المخالفة لهذا المرسوم.

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION

المادة 31: يُكلف الوزير الأمين العام لرئاسة الجمهورية ووزير الشؤون الاقتصادية والتنمية، ووزير المالية، ووزير المعادن والصناعة ووزير الصيد والبنى التحتية البحرية والمينائية ورئيس سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو، كلّ فيما يعنيه، بتنفيذ هذا المرسوم الذي يُنشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

حرر في نواكشوط بتاريخ: .....

12 DEC 2025

المختار ولد أجاي

الوزير الأمين العام لرئاسة الجمهورية
مولاي ولد محمد الأغظف

وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية
عبد الله سليمان الشيخ سيديا

وزيرة البيئة والتنمية المستدامة
مسعودة بحام محمد لقظف

وزير المعادن والصناعة
اتيام تجاني

وزير الصيد والبنى التحتية البحرية والمينائية
المختار أحمد بوسيف

التوزيع

-	و.أ.ع.رج	2
-	و.أ.ع.ح.	2
-	و.ش.ا.ت.	2
-	و.م.	2
-	و.م.ص.	2
-	و.ص.ب.ت.ب.م	2
-	م.ح.ن.	2
-	م.ع.ت.ت.ن.ح.ر	2
-	م.ع.د.	2
-	و.و.	2
-	ج.ر.	2

الوزارة الأمانة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement
تأشيرة التشريع
VISA LEGISLATION